

Rapport évolutif

Les nouveaux lieux du savoir

Jacinthe Gagnon, MA
Relations internationales



Laboratoire d'étude
sur les politiques publiques
et la mondialisation



LES NOUVEAUX LIEUX DU SAVOIR

Jacinthe Gagnon

RÉSUMÉ *L'internationalisation de l'éducation supérieure se présente sans cesse sous différentes formes. Les Education Hubs, ces plates-formes éducatives qui se développent en Asie et au Moyen-Orient, en sont l'une des plus récentes manifestations. Pôles d'attraction des plus grandes universités et d'étudiants en mobilité internationale, représentent-ils les nouveaux lieux du savoir?*

Ce rapport scrute le phénomène en émergence que sont les Education Hubs, de même que l'impact éventuel de leur déploiement, sur les stratégies en matière d'éducation internationale qu'élaborent les gouvernements à travers le monde.

© Copyright ENAP — MRIFCE — LEPPM 2013. Tous droits réservés.

INTRODUCTION

Où se trouvent aujourd'hui les hauts lieux du savoir et de la connaissance? Harvard, Princeton, Cambridge? Bien sûr, mais un phénomène en émergence pourrait faire en sorte que Dubai, Singapour, Hong Kong et d'autres, leur volent la vedette et deviennent les nouveaux temples du savoir.

Plusieurs universités occidentales sont en pleine crise, aux prises avec des problèmes de financement, de gouvernance, de redéfinition de leur mission. La priorité est accordée à ces défis, au détriment du processus d'internationalisation. Les gouvernements occidentaux, eux, ont comme principale préoccupation, la relance économique de leur pays. Pendant ce temps, les systèmes d'enseignement supérieur en Asie et au Moyen-Orient peinent à répondre à la forte demande de formation de haut niveau. Afin de pallier ce vide, les gouvernements élaborent des stratégies visant à augmenter l'offre d'éducation et de formation et orientent leurs systèmes d'enseignement supérieur vers la voie de l'excellence. En Asie-Pacifique, on note une réelle effervescence depuis la dernière décennie, dans le secteur de l'éducation supérieure. Parallèlement, pour une

quatrième année consécutive, le Qatar est l'hôte du *World Innovation Summit for Education* (WISE), une rencontre internationale de haut niveau sur les enjeux de l'éducation, où se réunissent experts internationaux, figures politiques, chefs d'entreprises et autres joueurs qui forgent l'économie du savoir. Si l'internationalisation de l'enseignement supérieur stagne en Occident, elle s'accélère en Orient. Et des modèles novateurs y sont imaginés.

Parmi ceux-ci, les *Education Hubs* ont la cote. Ce vocable anglophone, que l'on pourrait traduire par « pôles éducatifs », désigne une nouvelle configuration du phénomène d'internationalisation de l'éducation supérieure. Les *Education Hubs* prennent la forme de regroupements d'universités étrangères, d'institutions locales d'éducation et de formation, parfois même d'entreprises et d'instituts de recherche, qui œuvrent ensemble au déploiement du savoir, de la recherche et de l'innovation, au sein d'un État en pleine croissance économique.

Quels objectifs ces pôles éducatifs visent-ils? Qui y participe et à quelles fins? Quelle est l'implication des pouvoirs publics dans l'établissement de telles zones? Et surtout, quel peut être l'impact de la création de

ces centres névralgiques du savoir pour l'avenir de l'éducation supérieure?

Ce rapport a pour but de tracer les contours de ce que l'on désigne comme *Education Hub*. Une première partie s'intéressera d'abord à sa définition et à la typologie de cette forme novatrice d'internationalisation de l'éducation supérieure. Suivront, en deuxième partie, des exemples concrets de quelques uns des principaux *hubs* que l'on retrouve actuellement, afin de dégager les éléments porteurs de ce phénomène. En troisième partie, on s'interrogera sur la viabilité de ces modèles et leur impact sur les politiques publiques et les stratégies universitaires en Occident. À l'heure où le gouvernement du Canada met à jour sa stratégie en matière d'éducation internationale, de quelle façon l'apparition de ces pôles pourrait-elle changer la donne? Où se situe le Québec dans ce mouvement?

1. L'ARRIVÉE DES EDUCATION HUBS DANS LE PROCESSUS D'INTERNATIONALISATION

Le mouvement d'internationalisation de l'éducation supérieure est en cours depuis bon nombre d'années, intimement lié à la mondialisation. L'université devient multinationale, étendant son influence hors frontières, par l'intermédiaire d'activités transnationales. L'éducation transnationale, selon la définition qu'on en donne, est l'éducation qui origine d'un pays mais qui est délivrée dans un autre (Lawton 2011). La chercheuse canadienne Jane Knight, connue pour ses travaux sur l'internationalisation de l'éducation supérieure, fait la distinction entre trois générations d'activités transfrontières : la première, caractérisée par les mouvements d'étudiants et de professeurs, a cours depuis des dizaines d'années, mais s'est accentuée depuis le 21^e siècle; la deuxième est celle de la mobilité des

programmes et des fournisseurs de programmes, au-delà des frontières, tandis que la troisième se distingue par l'apparition des *Education Hubs*. Cette dernière vague d'internationalisation peut inclure les activités transfrontières de première et deuxième générations, mais elle est orchestrée de façon plus stratégique, du point de vue du choix des acteurs et des activités menées (Knight 2011 :225). Même si cette position théorique n'a pas valeur universelle, elle permet néanmoins, pour les besoins de la présente étude, de mettre en contexte l'apparition des pôles éducatifs.

1.1 Définition et caractéristiques

Depuis quelques années, des chercheurs s'intéressent aux *Education Hubs*, les identifiant généralement comme des pôles de développement de l'économie du savoir. Knight a tenté de conceptualiser les *Education Hubs*, en proposant la définition suivante :

An education hub is a planned effort to build a critical mass of local and international actors strategically engaged in education, training, knowledge production, and innovation initiatives (Knight 2011 :233).

L'équipe de chercheurs du *Global Higher Education* les décrit plutôt en ces termes :

A designated region intended to attract foreign investment, retain local students, build a regional reputation by providing access to high-quality education and training for both international and domestic student, and create a knowledge based economy. An education hub can include different combinations of domestic/international institutions, branch campuses, and foreign partnerships, within the designated region (Global Higher Education 2012).

Si l'on examine de plus près ces définitions, on remarque que la première est plus englobante et qu'il n'y a aucune mention quant au lieu physique des *Education Hubs*, alors que, dans la seconde définition, on qualifie clairement les *hubs* de « régions désignées ». À ce sujet, il faut souligner qu'un *hub* occupe généralement un espace géographique assez délimité, qu'il s'agisse d'une ville, d'un territoire excentré ou d'une région, désigné pour accueillir les acteurs qui feront partie du projet. Ainsi, la proximité géographique, même si elle n'est pas reconnue par tous de façon théorique pour définir les *Education Hubs*, est *de facto*, une caractéristique qui s'applique à chacun de ceux qui sont reconnus comme tel.

Amalgamées, ces définitions permettent de dégager certaines caractéristiques pour déchiffrer les pôles éducatifs :

- ils réunissent un certain nombre d'acteurs locaux et internationaux du domaine de l'éducation supérieure;
- les acteurs qui les composent participent au développement de l'économie du savoir, selon une stratégie, une vision dans laquelle ils inscrivent leur action ;
- ils regroupent généralement les acteurs du projet dans une zone géographique identifiée à cette fin.

Bien qu'il ne ressorte pas des définitions, l'élément central de cette forme d'internationalisation est le rôle prépondérant que joue l'État. La création de ces plates-formes éducatives est une initiative dirigée et orchestrée par les gouvernements qui déploient un train de mesures pour les mettre en place et en assurer le succès. Le rôle des intervenants privés peut également s'avérer déterminant, dans certains cas.

Alors que l'on assistait auparavant à des initiatives d'apparence improvisée, de la part des gouvernements ou des établissements d'enseignement supérieur, le phénomène des *Education Hubs* illustre une vision étatique organisée et planifiée à long terme, à laquelle participent les universités.

1.2 Principales localisations

Les *Education Hubs* reconnus à ce jour sont principalement situés en Asie et au Moyen-Orient. Actuellement, six pays ont formellement entrepris de mettre sur pieds ces pôles éducatifs sur leur sol. À cette fin, ils ont élaboré stratégies, politiques, mesures et incitatifs. Il s'agit de Singapour, de la Malaisie, de Hong Kong, des Émirats arabes unis, de Bahreïn et du Qatar (Knight 2011). D'autres pays utilisent ce terme pour illustrer certaines initiatives en cours ou s'en servent comme marque de commerce, sans nécessairement y lier des actions concrètes. L'exemple de l'Inde est probant à cet égard.

Le développement de ces plaques tournantes de l'éducation supérieure s'explique notamment par la croissance économique rapide de ces pays, dont certains sont « émergents », d'autres, tributaires de la manne pétrolière ou gazière. La croissance économique qui a caractérisé certains de ces pays au cours de la dernière décennie a favorisé l'ouverture du marché du travail, augmentant la demande en main d'œuvre dans de multiples secteurs d'activités. Dans plusieurs de ces pays, la structure de l'économie s'est transformée, de sorte que, pour combler la demande en main d'œuvre, les travailleurs doivent dorénavant posséder des connaissances et compétences spécifiques et souvent plus spécialisées. Les jeunes, qui forment le bassin le plus important de travailleurs potentiels dans ces pays, n'ont pas toujours les compétences requises pour

occuper les postes offerts et doivent donc les acquérir au moyen d'une formation adéquate. Désireux de profiter de cette ouverture du marché de l'emploi, jeunes et moins jeunes se tournent vers les systèmes nationaux d'éducation et de formation. Ceux-ci s'avèrent souvent déficients à certains égards et ne peuvent répondre adéquatement à la demande, faute d'infrastructures ou de professeurs.

Cette forte demande en éducation et formation, couplée aux lacunes de leurs systèmes d'éducation, presse les États d'imaginer divers moyens en vue, ultimement, de canaliser ces cohortes de futurs diplômés vers le marché du travail. L'un des moyens identifiés par certains gouvernements est d'octroyer plus de place au secteur privé en éducation afin d'augmenter l'offre de formation et ainsi répondre à la demande dans des secteurs très sollicités. Un autre moyen envisagé est d'autoriser l'établissement de campus d'universités étrangères sur leur territoire. Cette stratégie peut s'avérer marginale et faire en sorte que s'installent quelques antennes d'universités étrangères, mais peut aussi mener à la création de véritables pôles éducatifs. L'installation de campus d'universités étrangères peut inciter entreprises et instituts de recherche à s'y greffer, créant une synergie pour le déploiement de l'économie du savoir.

Il y a quelques années déjà, le LEPPM avait souligné le caractère bouillonnant de l'Asie en enseignement supérieur et appelé à en suivre les développements (Morin 2006). On constate aujourd'hui une activité intense en matière d'internationalisation dans cette région. Le déploiement de pôles éducatifs y est en cours, laissant croire à un virage marquant pour l'avenir.

Hong Kong, Singapour et la Malaisie abritent d'importants *Education Hubs* sur leurs territoires respectifs. La création de ces pôles est, pour eux, un symbole de

modernisation : cela signifie le passage du pays vers le statut d'économie développée (Kell & Vogl 2012 :67).

Deux facteurs ont fortement influencé le déploiement des *Education Hubs* en Asie-Pacifique :

1. l'urgence de pouvoir compter sur des travailleurs adéquatement formés afin de combler les besoins du marché dans des secteurs spécifiques – médecine, finances, technologies de l'information – qui leur permettent d'avoir une position économique intéressante sur la scène internationale;
2. les modulations de la mobilité internationale des étudiants, alors que certains se détournent des destinations occidentales pour demeurer dans la région (Kell & Vogl 2012 :81).

Quant aux pays du Moyen-Orient, c'est principalement la volonté de diversifier la structure de l'économie qui motive l'établissement des pôles éducatifs. La rente pétrolière ou gazière dont bénéficient le Qatar, Bahreïn ou les Émirats arabes unis, leur permet d'investir massivement dans l'éducation supérieure, la recherche et l'innovation.

La nécessité de convertir une économie basée sur la production et l'exportation des ressources énergétiques vers une structure fondée sur le secteur tertiaire est la motivation centrale des autorités des pays du Moyen-Orient. Il s'agit de préparer les fondements sur lesquels sera basée l'économie dans quelques dizaines d'années afin d'assurer la prospérité des générations futures (Farha 2012). Ce virage permet également d'hausser la qualité des services offerts à la population et, en bout de ligne, de figurer parmi les pays développés.

Les zones éducatives que développent les gouvernements peuvent être établies afin d'atteindre divers objectifs: attirer des investissements étrangers, empêcher les étudiants locaux d'aller s'instruire à l'étranger, former une main d'œuvre spécialisée pour les besoins de l'économie nationale, mettre à niveau le système d'éducation, etc. Le but ultime vise à bâtir un centre régional d'éducation supérieure et de formation de haute qualité, s'adressant à la fois aux étudiants locaux et internationaux, et d'y faire graviter différents acteurs ciblés, en vue de générer une économie basée sur le savoir.

2. UNE CONFIGURATION QUI RÉPOND À DES OBJECTIFS PRÉCIS

À partir de l'examen des activités menées par six *Education Hubs*, Jane Knight propose une catégorisation permettant d'asseoir une base théorique et favoriser une analyse comparative et longitudinale. Trois types sont identifiés : les *Student Hubs* où l'activité principale du pôle est l'éducation et la formation d'étudiants locaux et internationaux; les *Skilled Workforce Hubs* ou *Talent Hubs* dont le but est de développer une main d'œuvre qualifiée et adaptée aux besoins de l'économie nationale; les *Knowledge/Innovation Hubs* qui mettent l'accent sur les activités de recherche et développement et facilitent la relation entreprise-université (Knight 2011).

Pour les fins de ce rapport, trois pôles éducatifs ont été sélectionnés afin d'illustrer les différents types qui existent actuellement. Il s'agit (1) du campus *Education City* au Qatar, qui a été catégorisé comme *Student Hub*, (2) des initiatives de Dubaï aux Émirats arabes unis, qui s'apparent davantage aux *Skilled Workforce Hubs* ou *Talent Hubs*, et (3) du *Global Schoolhouse*, de Singapour, qui entre sous la catégorie des *Knowledge/Innovation Hubs*. Ces pôles éducatifs ont été érigés

sous le leadership de l'État qui a inscrit sa démarche au cœur de ses politiques publiques. Selon la vision de l'État qui lance le projet, les objectifs et les activités menées par chaque pôle éducatif peuvent être différentes.

2.1 Education City, Qatar

Education City est une zone située à l'ouest de Doha qui s'étend sur quatorze kilomètres carrés. Huit universités étrangères – américaines principalement – ont pignon sur rue au cœur du complexe éducatif du Qatar. Parmi celles-ci, on retrouve *Texas A&M University*, qui forme les futurs ingénieurs; *Weill Cornell* qui y tient une faculté de médecine; l'école de service extérieur de *Georgetown University*; une école d'arts, administrée par *Virginia Commonwealth University*; *Carnegie-Mellon University*, qui y déploie un programme en administration des affaires et en technologies de l'information; *Northwestern University*, qui y a implanté un programme en communications et journalisme; HEC Paris, classé en pole position au niveau européen par le *Financial Times* pour son programme de MBA¹ et qui prodigue en sol qatari, depuis 2011, son enseignement en administration des affaires; *University College London*, seule institution britannique sur le territoire, qui propose une formation en muséologie (*Qatar Foundation* 2012).

Dans cet émirat, le PIB par habitant en 2011 était de 92 501 dollars américains, l'un des plus élevés du monde après celui du Luxembourg et de la Norvège (Banque mondiale 2012). Les revenus découlant de la production et de l'exportation du pétrole et du gaz naturel liquéfié sont, en partie, investis dans la réalisation de l'ambitieuse politique éducative du Qatar, qui a vu le

¹ En 2011, le *Financial Times* classait HEC Paris au premier rang des *business schools* en Europe. En 2012, HEC Paris arrivait au second rang.

jour au début des années 2000. C'est la *Qatar Foundation* qui gère et finance les projets éducatifs dont fait partie *Education City*. Se projetant dans l'ère de l'après-hydrocarbure, l'émirat mise sur les fondations qu'il bâtit actuellement, en attirant notamment de prestigieuses universités étrangères sur son territoire. Avec la volonté de construire en accéléré un système d'éducation de classe mondiale, le Qatar s'est tourné vers des partenaires extérieurs qui lui offraient cette possibilité (Coughlan 2012).

Sur le site, en plus d'universités étrangères, on retrouve des centres non universitaires privés qataris et un parc technologique mettant en relation les milieux d'affaires avec les universités en vue de favoriser la commercialisation des résultats de recherche (Lazar 2012). C'est néanmoins l'attraction d'étudiants qui est à l'origine du projet: "*Qatar aims to build a modern worldclass educational system that provides students with a first-rate education, comparable to that offered anywhere in the world*" (*General Secretariat for Development Planning* 2008 :7).

Cet extrait illustre la raison pour laquelle la plateforme qatarie *Education City* est catégorisée en tant que *Student Hub* ou pôle « étudiants ». L'ambition première de l'émirat est d'attirer en ce lieu une masse critique d'étudiants locaux et internationaux afin de bâtir la réputation du pays en tant que destination d'études de classe mondiale.

Selon certains observateurs (Lazar 2012), le développement rapide du complexe *Education City* permettra sous peu au Qatar de compter sur un bassin de travailleurs spécialisés, de scientifiques, de chercheurs, de gestionnaires, formés et diplômés par les meilleures universités. Le Qatar pourra ainsi éviter de recourir à la main d'œuvre étrangère en érigeant une structure éducative moderne et faire du

pays une économie développée d'ici 2030 (Lazar 2012). Ces observations portent à croire que *Education City* est en phase de devenir un pôle de « main d'œuvre spécialisée » (*Skilled Workforce Hub*) tant il attire sur son territoire, par l'intermédiaire des universités et centres de recherche, un bassin croissant d'experts et de scientifiques.

Aux universités qu'elle invite à s'établir à *Education City*, la *Qatar Foundation* fournit l'infrastructure et couvre les coûts d'exploitation et de gestion et paie même les professeurs. Les universités, elles, s'engagent à utiliser les mêmes critères de sélection des étudiants, dispenser les mêmes cours et délivrer les mêmes diplômes qu'à l'institution mère (Lazar 2012). Les risques financiers pour les universités sont donc minimes alors que les avantages que représente la présence physique dans cette région sont considérables (Floc'h 2011).

Du point de vue des relations internationales, cette initiative en matière d'éducation lie le Qatar à des partenaires stratégiques – la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne – et vient renforcer son influence sur le plan régional. L'émirat devient ainsi, pour l'avenir, un joueur incontournable. Pour les pays occidentaux, elle offre la possibilité de contribuer au processus d'ouverture économique et d'avoir éventuellement un impact sur cette région du monde.

2.2 Dubai Knowledge Village, Dubai International Academic City, Émirats arabes unis

Des sept émirats qui composent le pays, trois d'entre eux ont mis en œuvre des stratégies visant à attirer les étudiants étrangers. C'est Dubaï qui bénéficie le plus de l'attention des investisseurs, universités et étudiants de l'international. Les moyens financiers colossaux dont dispose *TECOM Investments*, le commanditaire principal

des pôles éducatifs que sont *Dubai Knowledge Village* et *Dubai International Academic City*, y sont assurément pour quelque chose.

Avec un PIB de 360 milliards de dollars américains et une population s'élevant à presque huit millions d'habitants (Banque mondiale 2012), les Émirats arabes unis font partie des acteurs économiques que l'on surveille. Les revenus provenant des énergies fossiles ont propulsé le niveau de développement économique et humain du pays, depuis les années 70. Mais pour diminuer sa dépendance aux revenus énergétiques, le pays investit notamment dans l'industrie touristique et dans l'éducation supérieure. En partenariat avec le secteur privé, des projets gigantesques ont pris forme au début du 21^e siècle.

Établi en 2003, *Dubai Knowledge Village (DKV)* regroupe 450 partenaires d'affaires qui ont développé dans cette zone franche, des instituts de formation continue et des agences de recrutement, en vue de satisfaire les besoins actuels et futurs du marché de l'emploi. *DKV* aspire ainsi à devenir un centre d'excellence en matière de développement professionnel (*Dubai Knowledge Village 2012*). C'est la raison pour laquelle l'initiative des Émirats arabes unis fait partie de la catégorie des *Skilled Workforce Hubs*, qui visent à développer une main d'œuvre spécialisée pour répondre aux besoins de l'économie du pays.

En ce qui a trait au plus récent projet, *Dubai International Academic City (DIAC)*, ses activités sont orientées vers un objectif d'attraction d'étudiants locaux et internationaux, qui s'apparente davantage à la catégorie des *Student Hubs*. En effet, *DIAC* abrite 21 des 37 campus d'universités étrangères qui se trouvent sur le territoire des Émirats arabes unis. Plus de 400 programmes sont offerts aux 20 000 étudiants, par les établissements

qui y sont implantés. Parmi ceux-ci, les universités américaines, britanniques, européennes, australiennes, sont considérées par le pays comme des partenaires d'affaires. En plus des incitatifs fiscaux et des engagements financiers des pouvoirs publics, les investisseurs étrangers et dirigeants d'établissements universitaires profitent des infrastructures modernes qui sont mises à leur disposition, et ont accès à un bassin impressionnant d'étudiants provenant des quatre coins du globe, de même qu'à une communauté d'affaires tournée vers le développement du secteur tertiaire (*Dubai International Academic City 2012*).

Ayant réussi à attirer le plus grand nombre de campus d'universités étrangères sur leur territoire, les Émirats arabes unis veulent se positionner comme la plaque tournante du développement de ressources humaines spécialisées dans les domaines les plus porteurs pour l'économie du savoir. La relation de proximité créée entre le pôle étudiants et le secteur privé devrait grandement favoriser le passage des diplômés vers le marché de l'emploi, résolvant ainsi le problème du manque de main d'œuvre spécialisée et celui de l'exode des talents. Alors que la formation occupe une place importante, il existe encore peu de recherche et de production de travaux scientifiques qui se réalisent au cœur des *hubs*.

2.3 *Singapore's Global Schoolhouse, Singapour*

Avec une population de plus de cinq millions d'habitants, et un PIB dépassant les 239 milliards de dollars américains (Banque mondiale 2012), Singapour fait partie des économies les plus fortes de la région Asie-Pacifique. L'ambitieux projet *Global Schoolhouse*, lancé par l'intermédiaire de la politique-phare de développement de l'éducation, a mené à l'érection d'un pôle éducatif internationalement reconnu. Dès la fin des

années 70, le gouvernement a tenté de remodeler l'économie de Singapour afin de transformer sa vocation essentiellement manufacturière vers le secteur tertiaire. La crise économique asiatique de 1997-98 a accéléré le processus, faisant transiter la cité-État vers une économie basée sur le savoir (Olds 2007). Par l'intermédiaire du *Global Schoolhouse*, le gouvernement a créé un véhicule pour diversifier l'économie, s'assurer d'une main d'œuvre qualifiée et faire de Singapour un centre du savoir mondial. Les universités étrangères, stratégiquement ciblées par le gouvernement, n'ont pas tardé à venir s'implanter sur le territoire singapourien. Malgré l'échec de certains projets, l'initiative du *Global Schoolhouse* a transformé Singapour en plaque tournante de l'éducation supérieure, de l'innovation, et de la commercialisation de la recherche (Kell & Vogl 2012). Seize universités étrangères y dispensent leur enseignement, en collaboration avec des universités locales, ce qui bénéficie au système singapourien d'éducation supérieure.

Selon la typologie imaginée par Knight, l'initiative singapourienne se situe dans la niche des *Knowledge hubs*, ces pôles centrés sur le développement de l'innovation. Selon Knight, les objectifs à l'origine de la création d'un tel pôle seraient les suivants : bâtir une économie basée sur le secteur tertiaire; offrir une formation axée sur le développement de l'entrepreneuriat et l'innovation; attirer les investissements étrangers; accroître son influence sur l'économie régionale et mondiale. À ce titre, Singapour en serait un bon exemple.

Pourtant, l'analyse d'autres observateurs fait ressortir l'importance, pour Singapour, d'attirer des étudiants, du niveau primaire jusqu'au niveau universitaire. L'objectif de 2012 est d'accueillir 150 000 étudiants étrangers (Yeoh & Lin, 2012), soit plus du

double que ce que Singapour accueillait sur son territoire il y a quelques années². En comparaison avec les quelques 2500 étudiants sur le site qatari *Education City*, Singapour peut se targuer d'être une destination d'étude privilégiée. Cela s'explique en grande partie par les efforts du gouvernement de la cité-État, mis en œuvre depuis la fin des années 90.

La Malaisie et l'Indonésie constituent depuis longtemps les principales sources d'étudiants de Singapour. Peu à peu, Singapour s'est présentée comme un modèle éducatif asiatique au style occidental dans ses pratiques, ce qui a fait gonfler les rangs d'étudiants internationaux (Kell & Vogl, 2012 :42). Certains surnomment même Singapour le Boston de l'Orient³ en référence aux établissements d'enseignement supérieur de renom qui font la réputation de cette région des États-Unis. L'alliance de Singapour avec le prestigieux *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) et la présence de l'université *John Hopkins*⁴, toutes deux situées à Boston, ne sont pas étrangères à cette appellation. Le pôle abrite un bon nombre d'institutions européennes, australiennes et américaines de réputation internationale.

Le projet *Global Schoolhouse* est formellement implanté depuis 2002 avec comme objectif de se positionner comme chef de file dans l'industrie des services éducatifs. On souhaite y attirer 150 000 étudiants d'ici 2015. Cependant, le développement du pôle éducatif de Hong Kong et la poussée de la Chine en éducation supérieure pourraient nuire aux ambitions singapouriennes.

² En 2005, Singapour accueillait 66 000 étudiants étrangers.

³ On l'appelle "*Boston of the East*" ou encore "*Boston of Asia*".

⁴ Les dirigeants de *John Hopkins* ont fermé le campus implanté à Singapour parce qu'il ne répondait pas aux exigences du gouvernement singapourien.

2.4 Des joueurs à surveiller

Hong Kong, la Malaisie et Bahreïn, qui ont officiellement mis en place des pôles éducatifs, font partie des acteurs dont il faut suivre les projets. D'un autre côté, des joueurs-clés sur la scène internationale – l'Inde et la Chine – font leur entrée dans l'ère de l'économie du savoir et risquent de changer, peut-être plus radicalement, le portrait du mouvement d'internationalisation de l'éducation supérieure.

En Inde, certaines initiatives visant à enrichir le système d'éducation public sont en cours. D'une part, l'idée d'octroyer davantage de place au secteur privé dans l'éducation afin de mieux répondre à la forte demande de formation est sur la table. L'Inde souhaite ouvrir la porte aux institutions privées spécialisées dans la formation liée au secteur des technologies, de l'ingénierie, de la médecine et de la gestion. De nouvelles règles pourraient diminuer les restrictions auxquelles font face actuellement les universités privées indiennes et leur permettre de dispenser leur formation plus librement (Inderfurth 2011).

D'autre part, une loi déposée en 2010 au Parlement indien, si elle est adoptée, devrait permettre que s'implantent des campus d'universités étrangères. Actuellement, les établissements étrangers doivent se lier avec un partenaire indien pour avoir une présence physique sur le territoire. Cette loi, intitulée *Foreign Education Providers Bill*, réglementera notamment les activités des universités étrangères qui dispensent leurs diplômes en sol indien (Booker 2011). Éventuellement, cette loi pourra aussi favoriser la création de zones éducatives regroupant à la fois des antennes d'universités étrangères et des institutions locales.

L'idée est d'offrir aux jeunes Indiens une éducation de classe mondiale et de les former adéquatement afin de combler les besoins du marché du travail. Cela représente un incitatif à retenir les étudiants et cette main d'œuvre formée dont le pays a tant besoin.

En admettant que les politiques éducatives se formalisent au cours des prochaines années et qu'un projet similaire aux *hubs* existants prenne forme, un intéressant pôle « étudiant » pourrait se bâtir si l'on réussit à attirer sur le territoire indien une masse critique d'universités de renom.

L'ambition chinoise de se démarquer sur la scène internationale dépasse le secteur économique pour atteindre le monde de l'éducation. La volonté gouvernementale de hisser au rang d'universités de classe mondiale plusieurs institutions d'enseignement supérieur du pays, ont favorisé la rapide transformation de ce secteur. Même si l'on attribue au modèle chinois certaines similitudes avec ceux d'Europe et du Japon, la Chine est en route vers la création d'un modèle unique, appelé à inspirer les initiatives de toute la région Asie-Pacifique (Li 2012).

3. IMPACT SUR LE MONDE UNIVERSITAIRE OCCIDENTAL

Un lien évident se tisse entre le développement de ces pôles éducatifs et la mobilité étudiante internationale. Selon l'Institut de statistique de l'UNESCO (2012), les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique sont les principaux foyers d'origine des étudiants qui poursuivent des études à l'étranger, représentant 28% de la masse globale d'étudiants internationaux. Les étudiants chinois forment la moitié de cette proportion,

représentant 17% du total⁵. Les États-Unis, l'Australie et le Japon sont leurs principales destinations.

Certains de ces États s'inquiètent qu'un grand nombre de ces étudiants qui quittent leur pays ne revienne pas pour y travailler, alors que ces économies ont un grand besoin de main d'œuvre. De ce fait, les stratégies visant à retenir les futurs travailleurs sont primordiales. La constitution de zones éducatives sur leur territoire se révèle une stratégie de rétention qui pourrait devenir efficace puisqu'elle permet aux étudiants qui songeraient à acquérir une formation supérieure dans une université occidentale de renom, d'en bénéficier tout en restant dans la région.

3.1 Les universités et cette nouvelle donne

L'impact de la propagation de ces pôles éducatifs se fait notamment sentir au sein des universités occidentales. Car là réside le pendant de ce phénomène : la rétention des talents. Devant l'éventualité de voir diminuer le nombre d'étudiants provenant de ces pays ou régions du monde qui s'inscrivent à leur établissement, certains d'entre eux choisissent de prendre le problème de front et d'ouvrir une antenne sur ces territoires. En effet, pour certaines universités dont un fort contingent provient des pays asiatiques et orientaux qui développent des pôles d'éducation, la stratégie de recrutement d'étudiants est à repenser. Il leur faut soit dénicher un autre public cible ou ouvrir une antenne dans l'un des *hubs*.

Cette stratégie universitaire convient aux établissements occidentaux qui veulent développer leur internationalisation puisqu'elle leur permet de se constituer un réseau d'antennes à l'étranger. Cela représente un aspect susceptible d'intéresser les étudiants désireux de vivre une expérience internationale : l'étudiant inscrit dans une université ayant une antenne à Dubaï peut éventuellement y faire une année d'étude. À l'inverse, certaines ententes offrent à l'étudiant inscrit à *Dubai International Academic City*, la possibilité de se rendre pour une session universitaire à l'institution-mère, située en Occident.

Ce mouvement, qui tend à s'amplifier, attise la concurrence entre universités occidentales de classe mondiale. Voyant leurs principaux rivaux ouvrir des campus à l'étranger au cœur de ces zones à vocation éducative, les universités examinent la possibilité d'en faire autant et de profiter de la manne d'étudiants attirés par le pôle régional.

Alors que plusieurs universités de réputation mondiale voient dans les *Education Hubs* une chance de poursuivre leur internationalisation, d'autres préfèrent des approches différentes. L'université new-yorkaise Columbia, bien au fait que ses concurrentes établissent des campus en Asie et au Moyen-Orient, a quant à elle choisi d'élargir son réseau en Amérique du Sud⁶.

Il faut dire que bien des obstacles jalonnent encore l'établissement de campus à l'étranger et que les risques financiers et de crédibilité, inhérents à de telles entreprises, ne peuvent être pris à la légère. On apprenait récemment que l'université de Waterloo fermait son antenne à Dubaï après seulement trois

⁵ Ces données sont tirées du site web de l'Institut de statistique de l'UNESCO qui, en octobre 2012, a dévoilé une plateforme interactive sur la mobilité des étudiants de l'enseignement supérieur.
<http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/international-student-flow-viz.aspx>

⁶ Université Columbia.
<http://news.columbia.edu/global/2712>
13 novembre 2012.

ans d'existence, en raison du manque d'inscriptions ⁷. Cet exemple, parmi plusieurs autres, devrait inciter les dirigeants d'établissements à la vigilance. Car, qu'en est-il de la viabilité des *Education Hubs*? Les pays et universités d'Occident devraient-ils tenir compte de ce phénomène dans l'élaboration de leurs stratégies?

La configuration de certains pôles d'éducation est prévue de façon à ce que les universités qui y sont présentes offrent des programmes différents, selon l'expertise de chacune. On évite ainsi une concurrence qui pourrait être nuisible à l'atteinte des objectifs de la stratégie nationale. Spécialisé par discipline – technologies de l'information, finances, administration des affaires, ou autres – chaque établissement y offre une formation spécifique, favorisant la diversité et la complémentarité plutôt que la concurrence. Certains voient dans la spécialisation et la différenciation la clé des stratégies à mettre en œuvre dans le contexte actuel du monde de l'éducation supérieure (Nuffic 2011).

3.2 Matière à réflexion pour les pouvoirs publics

Au Canada, un Comité consultatif sur la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale a été formé en 2011 afin de se pencher sur le positionnement du pays dans ce domaine. Puisque l'éducation est un domaine de compétence exclusif aux provinces, les représentants de celles-ci ont été appelés à participer au processus de réflexion. C'est par l'intermédiaire de consultations tenues avec les émissaires de toutes les

provinces canadiennes, de même qu'avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), le CMEC, que s'est réalisée cette opération (Affaires étrangères et Commerce international Canada 2012).

En août 2012, le comité a présenté, au ministre du Commerce international, ses recommandations quant à la stratégie à adopter en matière d'éducation internationale. Si l'on en croit les recommandations publiées dans le rapport final, il faudrait doubler le nombre d'étudiants internationaux que l'on accueille, d'ici 2022, pour atteindre le cap des 450 000 inscriptions (Comité consultatif sur la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale 2012). C'est en provenance de la Chine qu'est issue la majorité des étudiants étrangers qui viennent poursuivre leurs études au Canada. Ce chiffre s'élèverait à 23 619, selon les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2012).

Cette « dépendance » du Canada envers la Chine est préoccupante pour deux raisons. D'une part, le gouvernement chinois en est train de développer un modèle unique afin de se doter d'universités de classe mondiale, ce qui devrait avoir comme effet la rétention, en sol chinois, d'un grand nombre d'étudiants qui auraient pu poursuivre leurs études à l'étranger. D'autre part, la Chine se trouve dans une région en pleine ébullition quant au développement des *Education Hubs* qui, eux aussi, risquent d'attirer un certain nombre d'étudiants chinois, désireux d'obtenir un diplôme d'une grande université étrangère, tout en restant dans la région Asie-Pacifique.

Par ailleurs, l'Inde et Hong Kong figurent aussi parmi les dix endroits d'où proviennent les plus importants contingents d'étudiants étrangers venant au Canada (ISU 2012). Considérant les initiatives en cours de la part de ces deux gouvernements, il y a lieu de s'interroger

⁷ Le journaliste James Bradshaw révélait que des 500 inscriptions prévues pour la session d'automne 2012, seulement 140 avaient été enregistrées, forçant les dirigeants de l'université de Waterloo à prendre cette décision. Bradshaw, James. November 9, 2012. "University of Waterloo closes Dubai campus". *The Globe and Mail*.

sur la possibilité d'atteindre l'objectif visé d'attraction d'étudiants.

Quant aux ambitions du Québec face à l'internationalisation, elles se résument essentiellement à l'attraction d'étudiants étrangers, à la conclusion d'ententes de partenariats facilitant la mobilité et la recherche et à l'offre de formations à l'étranger. Certaines universités québécoises, dont McGill, se forgent une réputation d'établissement de classe mondiale et se démarquent sur la scène internationale. Les risques associés à l'implantation d'antennes à l'étranger font en sorte que les universités québécoises n'empruntent pas cette voie. Néanmoins, cette troisième génération d'activités transfrontières, représentée par les *Education Hubs*, mérite que le Québec et le Canada s'y intéressent et en évaluent les effets potentiels, au moment d'établir stratégies et politiques publiques en matière d'internationalisation de l'éducation supérieure.

CONCLUSION

Dans ce rapport, ont été présentés les pôles éducatifs, mieux connus sous le nom de *Education Hubs*. S'ils représentent une voie d'avenir pour le mouvement d'internationalisation de l'éducation supérieure en Asie-Pacifique et au Moyen-Orient, ces activités d'éducation transnationale peuvent avoir un impact insoupçonné sur les stratégies et politiques que développent les établissements universitaires occidentaux.

Les États qui érigent des pôles éducatifs souhaitent répondre à des objectifs économiques et sociaux très précis, soit :

- attirer des étudiants étrangers pour établir la crédibilité du pôle d'éducation à l'échelle internationale;
- accélérer le passage d'une économie manufacturière ou prévoir le passage d'une économie de production, vers une économie du savoir;
- disposer d'un bassin de travailleurs spécialisés, formés dans des domaines porteurs pour l'avenir;
- bâtir un système d'enseignement supérieur pouvant rivaliser sur la scène mondiale.

En Asie, la création des pôles éducatifs transcende le mouvement d'intégration régionale. En plus de favoriser la mobilité étudiante à l'intérieur de la région, elle facilite la collaboration entre les systèmes d'éducation supérieure les plus développés, en matière de recherche et d'attraction des talents provenant de l'extérieur de la région (Wu 2012).

Puisque le Canada et le Québec misent sur l'augmentation d'effectifs étudiants provenant de l'étranger, ils doivent tenir compte de ce phénomène qui a comme incidence de retenir dans leur pays ou région d'origine – l'Asie et le Moyen-Orient dans le cas présent – les étudiants qui seraient tentés de poursuivre des études en Occident. Cette nouvelle vague d'activités transfrontières, notamment parce qu'elle donne à l'État un rôle central, pourrait modifier le visage de l'internationalisation de l'éducation supérieure et déplacer les centres névralgiques du savoir vers les pays émergents.

BIBLIOGRAPHIE

Affaires étrangères et Commerce international Canada. 2012. *Comité consultatif sur la stratégie internationale en matière d'éducation*.

<http://www.international.gc.ca/education/advisory-consultation.aspx?lang=fra&view=d>

Banque mondiale. 2012. *Données/Par pays*.

<http://donnees.banquemondiale.org/pays>

Booker, Nick. 2011. "India: Implications of the foreign education bill". *University World News*, Issue N° 187, 4 September.

Bradshaw, James. 2012. "University of Waterloo closes Dubai campus". *The Globe and Mail*, November 9.

Columbia University. *Global Center Opens in Santiago, Expanding Network to South America*, Global Impact, March 21, 2012.

<http://news.columbia.edu/global/2712>

Comité consultatif sur la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale. *L'éducation internationale : un moteur-clé de la prospérité future du Canada*, Rapport final, août 2012.

Coughlan, Sean. 2012. Why is Qatar investing so much in education? *News Business*, BBC, June 8.

<http://www.bbc.co.uk/news/business-18151511>

Dubai International Academic City. 2012. *Become a partner*.

<http://www.diacedu.ae/>

Dubai Knowledge Village. 2012. *Home - Welcome to Dubai Knowledge Village*.

<http://www.kv.ae/>

Farha, Mark. 2012. « Au-delà de la bulle gazière : la diversification comme destinée ». *Moyen-Orient*, N° 16 (Octobre – Décembre 2012) : 28-31.

Financial Times. 2012. *European Business School Rankings 2012*.

<http://rankings.ft.com/businessschoolrankings/european-business-school-rankings-2012>

Floc'h, Benoît. 2011. « William Lawton "Atteindre un standard international et garder ses meilleurs étudiants – Entretien avec William Lawton, directeur de l'Observatoire de l'enseignement supérieur transnational » , *Le Monde*, 10 novembre.

General Secretariat for Development Planning. 2008. *Qatar National Vision 2030*.

Global Higher Education. 2012. *Educational Hubs*.

<http://www.globalhighered.org/edhubs.php>

Inderfurth, Karl F. (Amb.). 2011. *Elevating India's Higher Education*, U.S.-India Insight, Center for Strategic & International Studies. October 7.

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). 2012. *Global Flow of Tertiary-Level Students*. <http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/international-student-flow-viz.aspx>

Kell, Peter & Gillian Vogl. 2012. *International Students in the Asia Pacific. Mobility, Risks and Global Optimism*, Springer.

Knight, Jane. 2011. "Education Hubs: A Fad, a Brand, an Innovation?" *Journal of Studies in International Education*, Vol. 15 No 3 (July) : 221-240.

Lazar, Mehdi. « Education City ou l'ambitieuse politique d'enseignement du Qatar ». *Moyen-Orient*, Vol. 16 (Octobre – Décembre 2012): 36-39.

Li, Jun. "World-class higher education and the emerging Chinese model of the university". *Prospects*, Vol. 42, N° 3 (September 2012) :319-339.

Morin, Sophie. 2006. *Mondialisation et intégration des systèmes d'études supérieures. Partie 1 – Les grands ensembles internationaux*. Québec, Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation, ENAP, (Rapport évolutif. Analyse des impacts de la mondialisation sur l'éducation au Québec; Rapport 2).

Nuffic. 2011. Emerging higher education hubs. *Blogs*, April 28. <http://www.nuffic.nl/en/news/blogs/emerging-higher-education-hubs>

Olds, K. (2007), « Global Assemblage : Singapore, Foreign Universities, and the Construction of a "Global Education Hub" », *World Development*, 35(6), 959-975.

Qatar Foundation. 2012. *Education/Universities & Postgraduate Study*. <http://www.qf.com.qa/education/universities>

Wu, Yenbo. 2012. "Regional Globalism and International Higher Education in Asia", *Trends & Insights For International Education Leaders*, August.

Yeoh, Brenda S.A. & Weiqiang Lin. 2012. "Rapid Growth in Singapore's Immigrant Population Brings Policy Challenges". *Country Profile, Migration Information Source*, Migration Policy Institute, April 21. <http://www.migrationinformation.org/Profiles/display.cfm?ID=570>



Le Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation a été créé en 2004 par une entente de partenariat entre le ministère des Relations internationales et l'ENAP. Le Laboratoire est un lieu de veille et d'analyse consacré à l'étude des effets de la mondialisation sur le rôle de l'État et sur les politiques publiques au Québec, et ce sur les enjeux d'ordre culturel, économique, environnemental, de santé, d'éducation et de sécurité.

**Relations
internationales,
Francophonie
et Commerce extérieur**
Québec 

Directeur : Paul-André Comeau

Pour renseignements :

Nadia Delisle

Téléphone : (418) 641-3000 poste 6864

leppm@enap.ca

Les publications du Laboratoire peuvent être consultées sur le site :

www.leppm.enap.ca

Pour citer ce document :

GAGNON Jacinthe. Les nouveaux lieux du savoir. Québec, Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation, ENAP, 2013, 14 p. (Rapport évolutif. Analyse des impacts de la mondialisation sur l'éducation au Québec; Rapport 13).